

### VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

### ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

**DE LONDRES** 

N° 4 – 28 janvier 2022

### \* Sommaire

### Fait marquant

• Vers un retour à la normale en Angleterre avec la levée de la plupart des restrictions liées au Covid

### Climat & Energie

- COP 26 Alok Sharma précise les priorités de la Présidence britannique et appelle les Etats à respecter les engagements pris dans le cadre du Pacte climatique de Glasgow
- Kwasi Kwarteng annonce le déblocage de 100 M£ pour poursuivre le développement du projet de construction de la centrale nucléaire de Sizewell C

#### **Environnement**

• La Grande-Bretagne pourrait réduire ses émissions de CO2 et sa dépendance aux importations de fruits et légumes en utilisant mieux ses espaces verts urbains

#### **Industrie**

- Make UK publie son rapport final sur la stratégie de décarbonation de l'industrie manufacturière
- La fin du soutien financier à CF Fertilisers pourrait conduire à une pénurie de C02
- La projet de gigafactory de BritishVolt bénéficie de nouveaux investissements publics

#### **Transport**

- Les compagnies aériennes devront utiliser leurs créneaux aéroportuaires à plus de 70 % pour les conserver à compter de la fin du mois de mars
- Le Parlement examine le texte permettant la poursuite des travaux sur la ligne HS2(High Speed 2)
- Le gouvernement diviserait par deux les investissements dédiés à l'amélioration des services de bus en Angleterre

## **Fait marquant**

## Vers un retour à la normale en Angleterre avec la levée de la plupart des restrictions liées au Covid

La <u>vague de Covid</u>, liée au variant Omicron, a commencé à refluer au RU: le nombre de nouveaux cas est en baisse depuis le 4 janvier, de même que le nombre d'admissions journalières dans les hôpitaux depuis le 10 janvier et le nombre de personnes hospitalisées, depuis le 17 janvier. En lien avec cette tendance, qui écarte les risques de saturation du système hospitalier, le Premier ministre a annoncé la levée de la plupart des restrictions liées à la pandémie de Covid en Angleterre: les employés ne sont plus invités à travailler à leur domicile depuis le 20 janvier et, depuis le 27 janvier, le port du masque dans les espaces clos n'est plus obligatoire (il demeure toutefois requis dans certains transports en commun, notamment à Londres) et le pass sanitaire n'est plus exigé pour les grands évènements.

Les règles afférentes aux déplacements internationaux vers le Royaume-Uni seront quant à elles considérablement assouplies à compter du 11 février, le Premier ministre soulignant que cette évolution visait à montrer que le pays était ouvert aux affaires et aux voyageurs. Ainsi, les passagers doublement vaccinés ne devront plus réaliser de tests, ni avant leur départ, ni à leur arrivée au RU; les passagers n'ayant pas un schéma vaccinal complet devront toujours présenter un test PCR ou antigénique négatif de moins de 48h avant de se rendre au RU et effectuer un test à J2 (le jour d'arrivée comptant comme J0), mais l'obligation de quarantaine et de test à J8 sera supprimée.

Ce retour à la normale commence à se traduire dans l'utilisation des différents moyens de transport: Les derniers chiffres de *Network Rail* montrent ainsi que les principales gares de Londres étaient 10 % plus fréquentées ce mardi qu'une semaine auparavant; le nombre de trajets en métro à Londres a atteint 2,08 millions, soit environ 51 % des niveaux prépandémiques et en augmentation de 7 % par rapport à la semaine précédente; 4,35 millions de trajets ont été effectués en bus, soit 71 % du niveau pré-pandémique; enfin, le nombre de personnes se déplaçant à pied dans les villes a également augmenté. Le secteur de la restauration a constaté une amélioration de la fréquentation des établissements, après une forte baisse avant les fêtes de fin d'année, et le secteur de l'hôtellerie-restauration espère que la levée des restrictions pour les déplacements internationaux favorisera un retour des touristes étrangers, notamment à Londres.

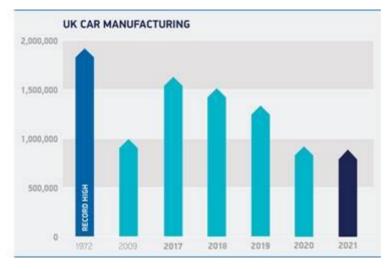
### Le chiffre de la semaine

### 300 M£

C'est le montant de fonds régionaux que pourraient perdre les régions du Nord de l'Angleterre, selon une analyse menée par le *Northen Powerhouse Partnership* et l'université de Teeside. Selon le document, les fonds alloués au *Shared Prosperity Fund (SPF)* et au *Levelling Up Fund (LUF)* devraient atteindre 1,5 Md£ chaque année, soit un montant inférieur de 0,6 Md£ (toutes régions

confondues) aux sommes octroyées via les fonds régionaux européens entre 2014 et 2021, malgré les engagements du gouvernement en matière de *levelling up*.

## Le graphique de la semaine



La production automobile britannique a diminué de 6,7 % en 2021 selon les données de la <u>Society of Motor Manufacturers and Traders</u> (SMMT): 859 575 voitures ont été produites, soit le plus bas niveau enregistré depuis 1956. La production est toujours inférieure de 34 % à son niveau prépandémie. Les véhicules zéro ou faibles émissions (véhicules électriques, véhicules électriques hybrides et hybrides rechargeables) comptent pour 26,1% des véhicules produits. Les exportations représentent toujours le principal débouché pour le secteur qui a exporté 82,1% de sa production en 2021 (81% en 2020). L'UE demeure le premier marché avec 55% des exportations britanniques (53,5% en 2020). La pénurie mondiale de semi-conducteurs et les pénuries de main-d'œuvre, liées notamment à l'auto-isolation des cas contacts, expliqueraient en grande partie cette baisse de la production.

## Climat & Energie

**Flash** – <u>Rolls-Royce</u> lance un appel d'offres auprès de différentes régions anglaises et galloises pour trouver des sites pouvant accueillir ses futurs réacteurs nucléaires modulaires.

**Flash** — Le <u>Gouvernement britannique</u> va attribuer près de 31 M£ à <u>onze porteurs de projets</u> pour la recherche et le développement d'éoliennes flottantes, auxquels s'ajouteront 31,6 M£ issus de fonds privés. Le Gouvernement vise 1 GW de capacité éolienne flottante d'ici 2030.

Flash — <u>Together Energy</u>, qui fournissait en énergie 176 000 habitants dans la région de Bristol devient le 27<sup>ème</sup> fournisseur à faire faillite cette année en raison des prix élevés de l'énergie.

Flash — <u>Un rapport</u> d'Imperial College London commandé par la MCS Charitable Foundation invite le Gouvernement à se concentrer sur le déploiement massif de pompes à chaleur pour réduire les émissions de C02 du secteur résidentiel et estime que l'utilisation massive de

l'hydrogène ne sera pas effective avant 2030 en raison des lourds travaux nécessaires pour adapter les réseaux de gaz.

Flash – Plusieurs <u>autorités locales</u> reprochent au Gouvernement des « failles et lacunes » dans sa politique visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et appellent à un système d'attribution des subventions plus clair, ouvert sur des périodes plus longues, ainsi qu'à une exemption de TVA pour les travaux d'efficacité énergétique.

**Flash** — Une autorité locale sur cinq n'aurait pas de plan de transition bas carbone selon une <u>étude</u> de l'organisation à but non lucratif *Climate Emergency UK*, qui souligne également de fortes disparités régionales en matière de lutte contre le changement climatique.

# COP 26 - Alok Sharma précise les priorités de la Présidence britannique et appelle les Etats à respecter les engagements pris dans le cadre du Pacte de Glasgow pour le climat

A l'occasion de son <u>premier discours d'importance</u> depuis la COP 26 qui s'est tenue à Glasgow en novembre dernier, le Président de la COP 26 <u>Alok Sharma</u>, a rappelé l'urgence à agir et l'importance de mettre en application les mesures contenues dans le *Glasgow Climate Pact*. Intervenant à l'invitation du think tank *Chatham House*, M. Sharma a notamment souligné l'importance pour les Etats de soumettre d'ici à la COP 27 prévue à Sharm El-Sheikh (Egypte) de nouvelles contributions déterminées au niveau national pour 2030. Les Etats qui ne l'auraient pas encore fait sont appelés à aligner leurs engagements climatiques avec la cible des 1,5°C, alors que le RU s'est engagé à réduire ses émissions de 68 % d'ici à 2030 (par rapport à 1990). M. Sharma aura comme priorité de suivre les progrès dans l'abandon progressif du charbon, les efforts en matière de lutte contre la déforestation et l'adoption de véhicules propres. L'avancement des discussions sur les sujets liés à l'adaptation et aux pertes et dommages constituent les deux autres priorités de la présidence britannique.

# Kwasi Kwarteng annonce le déblocage de 100 M£ pour poursuivre le développement du projet de construction de la centrale nucléaire de Sizewell C

Le ministre de l'Economie et de l'Energie Kwasi Kwarteng a indiqué le 27 janvier que le Gouvernement allait financer à hauteur de 100 M£ le développement du projet <u>de centrale nucléaire de Sizewell C</u> (3,2 GW) dans le Suffolk (centre-est de l'Angleterre). Cette somme sera investie par *EDF* afin d'amener le projet à maturité, d'attirer des investisseurs et de passer à la phase suivante des négociations. En contrepartie, le gouvernement prendra certains droits sur les terrains du site et sur les actions d'*EDF* dans la société Sizewell C. Dans le cas où une décision finale d'investissement était prise, le gouvernement sera remboursé des 100 M£ accompagnée du versement de frais de financement aux conditions de marché, sous la forme d'argent comptant ou d'une participation au capital du projet. Si le projet n'atteint pas cette étape importante, le gouvernement pourrait demander à EDF de lui restituer le site ou de disposer des parts de Sizewell C si cela était plus avantageux. Si *EDF* n'était pas en mesure de fournir ces actifs comme le demande le gouvernement, les 100 M£ devraient alors être remboursés à l'Etat, avec intérêts.

### **Environnement**

**Flash** — <u>Bradford</u> est la première ville choisie pour mener l'expérimentation « *green street* » visant à soutenir la transition bas carbone des petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'hospitalité et de la vente de détail.

# La Grande-Bretagne pourrait réduire ses émissions de C02 et sa dépendance aux importations de fruits et légumes en utilisant mieux ses espaces verts urbains

Une <u>étude</u> de l'université de Lancaster indique que la Grande-Bretagne (GB) disposerait d'un fort potentiel pour développer l'agriculture urbaine, notamment horticole, sur des espaces verts inutilisés. L'étude indique qu'en utilisant au maximum ces espaces, la GB pourrait multiplier par huit sa production de fruits et légumes. Cela représenterait 38 % de la production nationale et des importations actuelles et près de 400 % en excluant les fruits et légumes exotiques, peu adaptés au climat britannique. Les jardins résidentiels privés et les espaces d'agrément représenteraient la majorité de ces espaces. L'étude indique que le pourcentage d' espaces verts disponibles, varie peu entre les agglomérations urbaines , et que toutes ont un potentiel important pour répondre aux besoins alimentaires de la population urbaine locale.

### Industrie

**Flash** — Bentley produira, à partir de 2025, sa première voiture entièrement <u>électrique</u> dans son usine anglaise de Crewe. La marque s'est engagée à allouer 2,5 Md£ à sa transition vers l'électrique au cours des dix prochaines années.

**Flash** – *Volkswagen UK* appelle à développer le réseau d'infrastructures de <u>recharge</u> au RU dont l'insuffisance et l'inégale répartition sur le territoire britannique constituent, selon le constructeur, l'un des principaux freins à l'adoption de masse des véhicules électriques.

Flash – Selon la dernière enquête trimestrielle de la <u>Confederation for British Industry</u> (CBI), la hausse du coût des intrants et le recrutement de main-d'œuvre qualifiée constituent les principales obstacles à la croissance du secteur manufacturier en 2022. Afin d'y remédier, les entreprises prévoient d'accroître leurs investissements et de développer la formation en interne.

## Make UK publie son rapport final sur la stratégie de décarbonation de l'industrie manufacturière

Cette <u>feuille de route</u> reprend largement les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) présenté dans un document provisoire publié par *Make UK* en novembre 2021. Les émissions dites de périmètre 1 (issues de la production) et 2 (émissions indirectes, liées à la consommation d'énergie) devront diminuer de 67 % d'ici 2035, par rapport à leurs niveaux de 2018. Les producteurs britanniques prévoient d'atteindre la neutralité carbone en 2050, en s'efforçant notamment de réduire les émissions de périmètre 3 (produites tout au long de la

chaîne d'approvisionnement) et en ayant recours aux procédés d'élimination du carbone. Le document identifie les avantages liés à la décarbonation, dont une hausse de la productivité et de l'innovation grâce au développement de nouveaux procédés de production et de nouveaux produits. Make UK rappelle enfin la nécessité d'un large soutien public afin de faire face aux enjeux de la décarbonation, via notamment un soutien financier accru et une révision du système de tarification de l'énergie.

# La fin du soutien financier à CF Fertilisers pourrait conduire à une pénurie de C02

CF Fertilisers, qui produit 60 % du CO2 britannique, avait bénéficié en septembre d'un soutien financier de la part du gouvernement lui permettant de poursuivre son activité malgré la forte hausse des prix du gaz. L'accord conclu avec l'industrie prend fin le 31 janvier et ne devrait pas être prolongé, le gouvernement estimant que cette aide d'urgence devait permettre aux industriels de développer des méthodes de production de CO2 moins dépendante des approvisionnements en gaz naturel. A défaut d'accord entre CF Fertilisers, le propriétaire américain de l'usine, et les distributeurs de gaz, Air Liquide et Nippon Gases, permettant de poursuivre la production, le RU devrait s'appuyer sur la production d'une des usines Nippon et sur des importations de CO2. Cette situation restreindrait cependant l'offre qui devrait être orientée vers les secteurs prioritaires: système de santé, centrales nucléaires et abattoirs. Les représentants de l'industrie agro-alimentaire, qui dépendent du CO2 pour leur production et la mise sous emballage, s'inquiètent de cette possible pénurie qui se traduirait par une réduction de leur production et une hausse des prix pour les consommateurs.

# La projet de gigafactory de BritishVolt bénéficie de nouveaux investissements publics

La start-up <u>BritishVolt</u> souhaite implanter dans le Northumberland l'une des premières gigafactories britanniques, pour un investissement estimé à 3,8 Md£. Le site, qui devrait débuter sa production en 2024, prévoit d'atteindre sa pleine capacité et d'employer près de 3 000 personnes d'ici 2028. Le financement octroyé par le gouvernement à travers l'Automative Transformation Fund - qui, selon des informations communiquées par la presse britannique et s'appuyant sur des sources proches du dossier - s'élèverait à 100 M£, permettra d'accroître l'attractivité du projet auprès des financeurs privés. Le développement d'une filière nationale d'approvisionnement en batteries fait partie des priorités identifiées par le RU dans le cadre de sa transition vers les véhicules électriques et de la stratégie de levelling up. Le site d'Envision à Sunderland est actuellement le seul à produire des batteries à grande échelle au Royaume-Uni. Les régions des West Midlands et du Somerset tentent elles aussi d'attirer des gigafactories sur leurs territoires. Un projet situé à l'aéroport de Coventry (West Midlands) a ainsi obtenu la semaine dernière un permis de construire provisoire.

## Transport

**Flash** — Le gouvernement investit 3,2 M£, qui s'ajoutent au 5,5 M£ investis en mars 2021, afin de moderniser l'<u>espace aérien</u> britannique. Il s'agit de rendre les routes aériennes plus efficaces et de développer les technologies favorisant la décarbonation de l'aviation.

**Flash** — Logistics UK, représentant le fret britannique, a appelé la France et le RU à un « dialogue constructif » afin de résoudre les problèmes d'engorgement dans plusieurs ports anglais, dont celui de Douvres. Toutefois, selon les autorités douanières et portuaires, ces difficultés s'expliqueraient principalement par une augmentation du volume de fret et des difficultés conjoncturelles, qui ne seraient pas liées aux procédures douanières.

**Flash** — Les *Law Commissions* d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Ecosse (organismes indépendants chargés d'examiner les lois britanniques et de proposer des réformes législatives) ont publié leur <u>rapport</u> proposant la création d'un *Automated Vehicles Act*. Le rapport recommande également de ne pas engager la responsabilité de la personne assise sur le siège conducteur en cas de délits impliquant une voiture autonome.

**Flash** — La ville de York va accueillir dans le courant de l'année une nouvelle agence exécutive, l'<u>Active Travel England</u> (ATE), qui aura pour but de promouvoir les mobilités douces et assurera notamment la gestion des fonds publics octroyés à ce secteur.

## Les compagnies aériennes devront utiliser leurs créneaux aéroportuaires à plus de 70 % pour les conserver à compter de la fin du mois de mars

Les compagnies aériennes ne pourront conserver leurs <u>créneaux</u> aéroportuaires que si elles les utilisent à plus de 70 % à compter de la fin du mois de mars (contre 80 % en temps normal, mais seulement 50 % actuellement). Les motifs justifiant de ne pas exploiter une ligne seront cependant élargis pour inclure d'éventuelles restrictions de déplacement liées au Covid. Si cette solution de compromis satisfait certains aéroports, comme celui de Gatwick, qui appelait de longue date un réhaussement de cette obligation afin de pouvoir ouvrir de nouvelles routes, elle a entraîné des protestations de la part de plusieurs grandes compagnies aériennes et d'associations de défense de l'environnement, considérant qu'elle conduirait à des vols « à vide » destinés uniquement à conserver les droits acquis. Pour mémoire, la Commission européenne prévoit de porter l'obligation d'utilisation des créneaux de 50 % à 64 % à compter du mois d'avril.

# Le Parlement examine le texte permettant la poursuite des travaux sur la ligne HS2 (High Speed 2)

Le <u>texte</u> permettant la poursuite des travaux entre Crewe et Manchester a été présenté en première lecture à la Chambre des Communes cette semaine. Selon le ministre des <u>transports</u>, cette nouvelle liaison permettra de réduire les temps de trajets entre Manchester et Londres et entre Manchester et Birmingham de 55 et 45 minutes respectivement. Inclus dans l'Integrated Rail Plan, la construction de la ligne s'inscrit également dans la stratégie de levelling up: les opérations de construction devraient permettre de créer 17 500 emplois directs dans le nord de l'Angleterre. La construction de la ligne se traduit également par des engagements en matière de transition écologique, les trains devant fonctionner avec une électricité neutre en carbone. Les opposants à la ligne *HS2*, dont le



maire travailliste de Manchester Andy Burnham, ont renouvelé leur opposition au projet qui, selon eux, ne permet pas de résoudre le manque de connexions ferroviaires dans le nord de l'Angleterre. Le maire de Manchester a également regretté les contributions financières demandées à l'agglomération ainsi que la construction d'une nouvelle gare sur des terrains qui auraient pu être utilisés pour d'autres aménagements jugés plus pertinents pour l'agglomération.

### Le gouvernement diviserait par deux les investissements dédiés à l'amélioration des services de bus en Angleterre

En 2021, le Premier ministre avait annoncé que 3 Md£ permettraient de renforcer les services de bus en Angleterre, avec l'ambition d'un réseau similaire à celui de Londres. Ces investissements faisaient partie de la stratégie de Bus Back Better, présentée comme l'un des éléments clés du levelling up. Une lettre du ministère des Transports adressée aux autorités locales les avertit néanmoins que les fonds disponibles pour les trois prochaines années ne devraient pas dépasser 1,4 Md£. La division par deux des montants promis risque d'empêcher la mise en œuvre de nouveaux projets, alors que les besoins de financements des autorités locales dépasseraient 7 Md£, selon des chiffres compilés par le bureau du député travailliste Sam Tarry, le ministre fantôme en charge des bus. Plusieurs maires ont critiqué cette décision, dont la maire du West Yorkshire, qui estime que cela pénalisera encore les régions du nord de l'Angleterre, qui ont déjà vu les projets d'investissements ferroviaires réduits après que le gouvernement a abandonné en novembre 2021 la construction de la branche est d'HS2.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations: www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Léa Auclair, Gautier Houel, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner

ondres@dgtresor.gouv.fr